



CHAPITRE 93

Loi modifiant la charte de la ville de
Sainte-Rose

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Sainte-Rose a, par sa pétition, représenté qu'il était dans l'intérêt de ladite ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 8 George V, chapitre 98, modifié par la loi 14-15 George VI, chapitre 97, soit à nouveau modifié; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
s. 426,
mod. pour
la ville.

Construc-
tions, etc.

1. Le paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"1° Pour réglementer la hauteur de tous bâtiments, cheminées, souches de cheminée et autres constructions; pour réglementer la location, le modèle, les dimensions et la construction de tout appareil, de toute espèce de protubérance, cordes-à-linge et poteaux, chevallet à linge, antenne-sans-fil ou antenne de radio qu'il soit ou non attaché à un bâtiment, qu'il soit construit ou devra l'être plus tard et leur enlèvement si leur condition ou leur location n'est pas à la satisfaction du conseil; pour empêcher

CHAPTER 93

An Act to amend the charter of the town
of Ste. Rose

[Assented to, the 19th of December, 1951]

WHEREAS the town of Ste. Rose has, by its petition, represented that it is in the interest of the said town and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 8 George V, chapter 98 amended by the act 14-15 George VI, chapter 97, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act, is replaced, for the town, by the following:

"1. To regulate the height of all buildings, chimneys, stacks and other structures; to regulate the location, design, dimensions and construction of any apparatus, protuberance of any kind, clothes-line and poles, clothes-horse, wireless antenna or radio aerial and whether or not attached to any building, whether now erected or to be erected in the future and to order the removal of the same if their condition or location is not satisfactory to the council; to prevent the construction or maintenance of such

la construction ou le maintien de bâtiments, murs, cheminées, souches de cheminées, ou autres ouvrages n'ayant pas la solidité voulue, et pour pourvoir à leur démolition; pour prescrire la profondeur à donner aux caves et aux sous-sols, le mode à suivre et les matériaux à employer dans la construction des fondations et des murs de fondation, la manière de construire les drains et tuyaux d'égout, ainsi que les endroits où ils doivent être placés, l'épaisseur à donner aux murs mitoyens, murs de séparation et murs extérieurs, ainsi que le mode à suivre et les matériaux à employer dans leur construction, les dimensions que doivent avoir les poutres de planchers, longrines, piliers, colonnes, toits, tuyaux de cheminée et appareils de chauffage et les matériaux dont ils doivent être composés; pour réglementer l'architecture, les dimensions et la symétrie des bâtiments dans certaines rues; pour déterminer les genres de bâtiments qui peuvent être érigés en divers endroits de la ville, leur coût minimum et l'usage auquel ils peuvent servir; pour prescrire l'espace qui doit être laissé libre entre les bâtisses et les limites de la propriété sur laquelle ces bâtiments sont érigés à la fois en ce qui regarde l'étendue de front et leurs lignes latérales, et aussi quant au minimum du front des lots sur lesquels diverses espèces de constructions peuvent respectivement être érigées; pour obliger les propriétaires à en soumettre le plan à un officier désigné par le conseil et obtenir de celui-ci un permis constatant l'approbation du plan et autorisant la construction; pour empêcher la construction de bâtiments et ouvrages non conformes à ces règlements, et pour faire suspendre en tout temps la construction de tout bâtiment non conforme auxdits règlements, et pour en ordonner la démolition, si c'est nécessaire; pour prescrire la manière dont ce permis devra être demandé et fixer les taux qui devront être payés à la ville sur l'octroi de ce permis.

buildings, walls, chimneys, stacks and other structures as are not of the required stability, and provide for their destruction; to prescribe the depths of cellars and basements, the material and methods of construction of foundations and foundation walls, the manner of construction and location of drains and sewer pipes, the thickness, materials and construction of party walls, partitions and outside walls, the size and materials of floor beams, girders, piers, columns, roofs, chimney flues and heating apparatus; to regulate the architecture, dimensions and symmetry of buildings in certain streets; to determine the kinds of buildings which may be erected in various localities of the town, the minimum cost thereof and the use to which the same may be put; to prescribe the distance to be left between the buildings and the boundaries of the property upon which the same are erected both as regards the frontage and sidelines thereof, as well as the minimum frontage of lots on which various kinds of buildings may respectively be built; to compel the proprietors to submit the plans thereof to an officer designated by the council and to obtain from the latter a permit approving the plan and authorizing the work; to prohibit the construction of buildings and structures not conforming to such by-laws, and to direct the suspension at any time of the erection of any building which does not conform to such by-laws, and to order the demolition of any building not conforming to such by-laws, if necessary; to prescribe the manner in which such permit shall be applied for and to fix the rates to be paid to the town on the granting of such permits.

Règle-
ment mo-
difié, etc.

Nul règlement qui sera adopté en vertu de l'alinéa précédent ou qui a été adopté en vertu de l'alinéa remplacé présentement ne peut être modifié ou abrogé que par un autre règlement soumis aux formalités suivantes: préalablement à la deuxième lecture dudit règlement, il sera convoqué, au moins huit jours d'avance, par avis public signé par le greffier, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil, une assemblée publique des électeurs propriétaires d'immeubles situés dans chaque arrondissement ou zone auxquels s'applique la modification ou l'abrogation proposée qui seuls ont le droit de voter sur telle modification ou abrogation proposée.

Prési-
dence.

Cette assemblée sera présidée par le maire ou le maire suppléant ou, en leur absence, par l'un des conseillers.

Secré-
taire.

Le greffier du conseil agira comme secrétaire, lira et soumettra le règlement à l'assemblée.

Demande
de vota-
tion.

Dix électeurs propriétaires ou le cinquième des électeurs propriétaires intéressés, si leur nombre est moins que trente, pourront, mais seulement pendant l'heure qui suivra l'ouverture de l'assemblée, demander la votation. Sur cette demande, le maire ou la personne qui préside, devra fixer les jours de la votation. La procédure pour la votation se fera de la manière prévue dans la loi qui régit la municipalité relativement au vote sur les règlements d'emprunt et tel règlement devra être approuvé par le vote pris au scrutin secret de la majorité en nombre et en valeur des électeurs propriétaires d'immeubles situés dans chaque arrondissement ou zone auquel s'applique la modification ou l'abrogation proposée, et qui ont voté.

Condition
d'appro-
bation.

Toutefois, pour que ce règlement de modification ou d'abrogation soit approuvé, il faut qu'au moins un tiers des électeurs propriétaires qui ont le droit de voter et qui résident dans la municipalité aient exercé ce droit, en autant que la votation aura été demandée;"

By-law
amended,
etc.

No by-law hereafter made under the foregoing paragraph or heretofore made under the paragraph replaced thereby may be amended or repealed except by another by-law passed in accordance with the following formalities: prior to the second reading of the said by-law, a public meeting of the electors who own immoveable property situated in each district or zone to which the proposed amendment or repeal applies, who alone shall be entitled to vote on such proposed amendment or repeal, shall be called at least eight days in advance by public notice signed by the clerk, at the place, on the day and at the hour fixed by the council.

Presi-
dence.

Such meeting shall be presided over by the mayor or the promayor or, in their absence, by one of the councillors.

Secretary.

The clerk of the council shall act as secretary and shall read and submit the by-law to the meeting.

Calling
of vote.

Ten electors who are property owners or one-fifth of the interested electors who are property owners, if they are fewer than thirty in number, may demand a poll, but only during the hour following the opening of the meeting. On such demand the mayor or the person presiding, shall fix the polling days. The polling procedure shall be carried out in the manner provided in the act governing the municipality with respect to voting on loan by-laws, and such by-law must be approved by the vote, by secret ballot, of the majority in number and in value of the electors who are owners of immoveables situated in each district or zone to which the proposed amendment or repeal applies and who have voted.

Condition
to ap-
proval.

Nevertheless, in order that such amending or repealing by-law be approved, at least one-third of the electors who are proprietors and entitled to vote and who reside in the municipality must have exercised such right, in as far as a poll has been demanded;"

S.R.,
c. 233,
a. 427,
mod. pour
la ville.
Enlève-
ment des
cendres,
etc.

2. Le paragraphe 11° de l'article 427 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"11° Pour obliger, dans toute l'étendue de la municipalité, ou dans la section ou les sections que le conseil désigne, le propriétaire ou occupant de tout immeuble, ou celui qui les a déposés, de ramasser et enlever les cendres, eaux sales, immondices, déchets, détritiques, fumier, animaux morts, matières fécales ou autres matières malsaines ou nuisibles, et d'en disposer; pour pourvoir au ramassage et à l'enlèvement des matières en question et déterminer la manière d'en disposer, dans toute l'étendue de la municipalité ou dans les endroits de la municipalité que le conseil désigne, et pour autoriser et surveiller le ramassage et l'enlèvement desdites matières, aux frais de la municipalité ou dudit propriétaire, ou occupant ou de celui qui les a déposés; pour imposer, afin de défrayer le coût de tel service, une taxe sur toute personne ou corporation résidant dans la ville et occupant à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupant, une maison ou un établissement dans les limites de la ville, que telle personne dépose des vidanges ou non; pour prescrire le genre, les matériaux et les dimensions des réceptacles dans lesquels doivent être déposées les vidanges;"

S.R.,
c. 233,
a. 437,
remp.
pour la
ville.
Droit
d'entrer.

3. L'article 437 de la dite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**437.** Les employés et officiers de la municipalité peuvent entrer sur tout terrain ou immeuble, pour y poser ou réparer les conduites d'eau et pour y faire tous les autres travaux nécessaires à l'aqueduc."

S.R.,
c. 233,
a. 437a,
aj. pour
la ville.

4. Ladite Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 437, le suivant:

Droit
d'entrer.

"**437a.** Les employés et officiers de la municipalité peuvent entrer sur toute

2. Paragraph 11 of section 427 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427, am.
for town.

"11. To require, throughout the municipality or in such district or districts as the council may designate, the owner or occupant of any premises, or the person who has deposited the same, to collect, remove and dispose of ashes, swill, offal, refuse, garbage, manure, dead animals, night-soil, and other unhealthy or offensive matter; to provide for the collection, removal and disposal of the same throughout the municipality or in such places in the municipality as the council may designate, and to authorize and direct such collection, removal and disposal, either at the expense of the municipality or of such owner or occupant, or of the person who has deposited the same; to impose, in order to defray the cost of such service, a tax on any person or corporation residing in the town and occupying as owner, tenant or occupant, a house or an establishment within the limits of the town, whether such person deposits garbage or not; to prescribe the kind, materials and dimensions of receptacles in which garbage must be deposited;"

Removal
of ashes,
etc.

3. Section 437 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 437,
replaced
for town.

"**437.** The employees and officers of the municipality may enter upon any land or property to lay or repair pipes and to do other necessary work in connection with the water-works."

Right of
entry.

4. The said Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 437, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 437a,
added
for town.

"**437a.** The employees and officers of the municipality may enter on any

Right of
entry.

rue, ruelle ou voie publique ou privée pour y poser ou réparer les conduites d'eau, lorsqu'il est dans l'intérêt de la santé publique, sans être tenus de payer aucun dommage ou indemnité pour usage de telle rue ou ruelle à cause de ces travaux."

S.R.,
c. 233,
a. 469,
mod. pour
la ville.

5. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 6°, le suivant:

Restau-
rants am-
bulants.

"6°a Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants ambulants ou en interdire l'exploitation dans les limites de la ville; annuler leur permis en tout temps. Néanmoins, au cas d'annulation, la ville devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;"

S.R.,
c. 233,
a. 469,
mod. pour
la ville.

6. L'article 469 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 9° le suivant:

Nombre
de taxis,
etc.

"9°a Pour limiter le nombre de taxis opérant dans la municipalité; pour imposer une taxe ou licence aux postes de taxis et déterminer le nombre de taxis qui peuvent y stationner; pour défendre qu'ils se tiennent ailleurs qu'aux postes autorisés; pour refuser une licence ou un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis, ou la conduite d'un taxi, à toute personne qui se serait rendue coupable d'un acte criminel pour lequel elle aurait été condamnée, durant les trois ans suivant telle condamnation; pour déterminer dans la municipalité, les endroits où les rouliers publics, faisant le transport de voyageurs, pourront arrêter ou stationner;"

S.R.,
c. 233,
a. 472,
mod. pour
la ville.

7. L'article 472 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1° le suivant:

Nuisan-
ces.

"1°a Pour décréter que le fait par le propriétaire d'un lot vacant ou en partie bâti, de laisser pousser sur ledit lot, des branches, broussailles et longues herbes,

street, lane or public or private road to lay or repair water pipes, when it is in the interest of public health so to do, without being bound to pay any damage or indemnity for the use of such street of lane on account of such work."

S.R.,
c. 233,
s. 469, am.
for town.

5. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 6, the following paragraph:

"6a. To regulate or limit the number of itinerant restaurants or forbid the operation thereof within the limits of the town, or cancel their permits at any time. Nevertheless, in case of cancellation, the town shall remit a part of the cost of the license, corresponding to the period remaining to run under such permit;"

S.R.,
c. 233,
s. 469, am.
for town.

6. Section 469 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after paragraph 9, the following:

"9a. To limit the number of taxis operating in the municipality; to impose a tax or license on taxi stands and fix the number of taxis which can be parked thereat; to prohibit the parking of the same at any place other than at authorized stands; to refuse a license or permit for the operation of a taxi stand, or for driving a taxi, to any person who has been guilty of a criminal offence of which he has been convicted, during the three years following such conviction; to determine the places within the municipality where the public carriers engaged in the transportation of travellers may stop or park;"

S.R.,
c. 233,
s. 472, am.
for town.

7. Section 472 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1 the following:

"1a. To enact that the fact that the owner of a vacant lot, or of a lot partly built on, allows branches, brush and tall grass to grow on said lot, or allows scrap

ou d'y laisser des ferrailles, déchets, débris, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telles nuisances, et pour prescrire les mesures propres à les empêcher."

S.R.,
c. 233,
a. 484b,
remp.
pour la
ville.

8. L'article 484b de la Loi des cités et villes, édicté, pour la ville par l'article 12 de la loi 14-15 George VI, chapitre 97 est remplacé par le suivant:

Capital.

"484b. Le capital de ce fonds est limité à soixante-quinze mille dollars et il est constitué au début par le produit d'un emprunt de ce montant que la ville est autorisée à faire, en se conformant aux formalités exigées par la loi relative aux règlements d'emprunt, sans être tenue toutefois d'obtenir l'approbation des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables. Le remboursement de cet emprunt initial s'effectuera durant une période n'excédant pas vingt années."

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
aj. pour
la ville.

9. La Loi des cités et villes est modifiée pour la ville, en ajoutant après l'article 526 le suivant:

Taxe de
vente.

"526a. Le conseil de la ville de Sainte-Rose peut, par résolution, imposer et prélever à compter du 1^{er} mai 1952 inclusivement, ou à toute autre date ultérieure, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente", n'excédant pas deux pour cent, de même nature et conforme aux dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, (Status refundus 1941, chapitre 88 et ses amendements), sur le prix de vente ou d'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles de commerce quelconques y compris le gaz et l'électricité utilisée pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur et le service de téléphone vendus ou achetés dans les limites actuelles de la ville de Sainte-Rose.

iron, waste matter, rubbish, papers or empty bottles, to remain thereon, constitutes a nuisance, and to impose fines on persons who allow such nuisances to exist, and to prescribe measures suitable to prevent the same;".

8. Section 484b of the Cities and Towns Act, enacted for the town by section 12 of the act 14-15 George VI, chapter 97, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 484b,
replaced
for town

Capital.

"484b. The capital of such fund shall be limited to seventy-five thousand dollars and shall be constituted in the first place by the proceeds of a loan of that amount which the town is authorized to make in accordance with the formalities required by the law relating to loan by-laws, without, however, being bound to obtain the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables. The repayment of such initial loan shall be effected during a period not exceeding twenty years."

9. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 526 the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
added
for town.

Sales tax.

"526a. The town council of Ste. Rose may by resolution, impose and levy, from the 1st of May, 1952, inclusive or at any other later date, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax", not exceeding two per cent, of the same kind and in accordance with the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments), on the retail sale or purchase price of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power or heating and telephone service sold or purchased within the present limits of the town of Ste. Rose.

Percep- tion, etc	Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.	The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax levied under section 4 of the said Retail Sales Tax Act.	Collec- tion, etc.
Conven- tions.	Le conseil de la ville est autorisé à faire des conventions avec le trésorier de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par le présent article.	The town council is authorized to enter into agreements with the Provincial Treasurer for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this section.	Agree- ments.
Examen de rap- ports, etc.	Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au trésorier de la ville d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de ladite Loi de l'impôt sur la vente en détail.	Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the town shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act.	Examina- tion of reports, etc.
Droits.	Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits du conseil de la ville de Sainte-Rose concernant la perception de la taxe de vente ci-dessus et les poursuites pour infraction au présent article."	Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the town council of Ste. Rose respecting the collection of the sales tax aforesaid and actions for infringement of this section."	Rights.
Entrée en vigueur.	10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.	10. This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.